

L'itinéraire d'un touche-à-tout de la presse

Entretien avec Jean Schalit

Rédacteur en chef de Clarté, revue de l'Union des étudiants communistes (UEC) à la fin des années cinquante et au début des années soixante, Jean Schalit est exclu du Parti communiste en 1966. Les événements de Mai sont pour lui l'occasion d'un retour tonitruant dans l'univers de la presse militante : avec Laurent Jézéquel et quelques autres, il crée Action, véritable porte-flambeau du mouvement. C'est le début d'une longue carrière dont il nous relate ici quelques faits saillants.

Thierry Lefebvre – *En Mai 68, vous lancez Action, qui va devenir immédiatement le journal emblématique des événements. Pouvez-vous nous raconter les circonstances de cette création ?*

Jean Schalit – Pour bien comprendre, il faut d'abord faire un retour en arrière. Je suis fils de journaliste. Mon père a été grand éditorialiste dans un quotidien économique d'avant-guerre : *L'Information*. En 1938, au moment des Accords de Munich, il rompt avec sa rédaction qui est « munichoise ». Puis la guerre arrive : nous sommes juifs, nous nous cachons. À la Libération, mon père entre à la Société parisienne d'édition (SPE), une entreprise dont mon oncle est le PDG ; il y dirige le mensuel *Sciences et Voyages* jusqu'en 1955, date à laquelle il meurt. Je rentre à Sciences Po l'année suivante. J'ai dix-neuf ans. À vrai dire, je ne suis pas un étudiant très sérieux. Je passe le plus clair de mon temps à militer pour le compte du Parti communiste, je suis très stalinien à cette époque ! Cette même année, je suis nommé rédacteur en chef de *Clarté*, la revue de l'Union des étudiants communistes (UEC). Avec quelques autres, j'en fais un grand canard, sans doute l'un des plus lus du quartier latin. Serge July, Bernard Kouchner, Jean-François Kahn, Michel-Antoine Burnier et beaucoup d'autres vont y faire leurs débuts.

Thierry Lefebvre – *Clarté se distingue par sa qualité formelle et, bientôt, par sa couleur.*

Jean Schalit – Il faut se rappeler qu'à l'époque, toute la presse est en noir et blanc ; seule la couverture de *Paris-Match* est en couleur. L'apparition de la quadrichromie dans *Clarté* est née d'une rencontre : en 1960, je pars faire un reportage à Biot pour l'inauguration du musée Fernand Léger. Nadia Léger me confie une gouache de l'artiste pour la reproduire en couverture. Elle m'autorise aussi à la vendre pour financer le numéro. Cette transaction va nous rapporter une somme importante. Dès lors, la qualité du journal s'améliore : on choisit un meilleur papier, on augmente le nombre de pages. Par la suite, je sollicite tous les grands peintres vivants : Picasso, Braque, Ernst, Calder, Chagall, Lurçat, etc. Aucun ne refuse et, chaque mois, *Clarté* s'ouvre sur une couverture prestigieuse.

Thierry Lefebvre – *Vous recevez aussi le concours de Paul Chemetov, qui deviendra un architecte renommé.*

Jean Schalit – Oui. Il m'a beaucoup aidé au tout début. L'architecture forme à dessiner, à faire des plans, des volumes et des surfaces. Il avait le coup d'œil. Je me souviens que nous avons choisi ensemble les caractères typographiques de la revue. L'un d'eux nous a beaucoup plu, on l'a baptisé par blague « Budapest » (ça se passait en 1956). En fait, il s'est avéré que c'était du Washington ! [Rires.]

André Gattolin – *Quel est le tirage moyen de *Clarté* ?*

Jean Schalit – Entre 20 000 et 40 000 exemplaires. La vente est essentiellement militante, mais on trouve également la revue dans des kiosques. Cette belle aventure dure jusqu'en 1965. C'est alors que le Parti décide de reprendre en main l'UEC : l'équipe de *Clarté* est brutalement débarquée. Je suis définitivement exclu l'année suivante, pour avoir organisé, avec Laurent Schwartz et la JCR, le fameux meeting de la Mutualité « Six heures pour le Vietnam ». À cette époque, je deviens plutôt guévariste, sans être encarté.

Thierry Lefebvre – *Que faites-vous entre 1965 et 1968 ?*

Jean Schalit – Je suis marié et j'ai deux enfants : je dois donc absolument gagner ma vie. Après la mort de mon père en 1965, je rentre à la SPE et m'occupe à mon tour de *Sciences et Voyages*, mais aussi de l'*Almanach Vermot* dont je dirige l'édition 68 (sortie à la fin 1967). En parallèle, je milite au Comité Vietnam. Il y a également, à l'époque, pas mal d'agitation autour de Nantes, avec Bernard Lambert et les Paysans Travailleurs. Avec mon ami Laurent Jézéquel, j'ai alors l'idée de réunir une équipe de journalistes et de la mettre au service des luttes. Comme je réfléchis beaucoup en termes formels, j'ai l'idée de faire un « journal-enveloppe », avec des tracts, des affiches, des photos, des articles, bref tout un kit d'agitation. Comme l'affaire ne se fait finalement pas avec Lambert, nous prenons langue avec les Comités d'action lycéens, créés en décembre 1967. C'est le projet *Guérilla*, dont nous discutons en janvier et février 1968. Finalement, le lancement est programmé pour la rentrée scolaire 1968-1969. Entre-temps, le vendredi 3 mai, en rentrant du boulot, je suis littéralement saisi par l'odeur des gaz lacrymogènes qui enveloppent le quartier latin. Cela fait quelques semaines que je suis attentif à ce qui se passe à Nanterre et ailleurs mais, très sincèrement, je ne pensais pas que cela prendrait une telle ampleur. Je rumine toute la nuit et, le lendemain matin, je fonce chez Jézéquel. Je lui dis : « *Il faut qu'on démarre tout de suite !* ». Nous nous rendons à une réunion informelle de l'« état-major » étudiant : il y a là l'UNEF, la JCR, les Chinois, le 22 mars, etc. Laurent Jézéquel, qui connaît bien Daniel Cohn-Bendit, me le présente. Nous exposons notre projet et tout le monde acquiesce. Je propose alors le titre *Guérilla*, mais Alain Krivine s'y oppose : il trouve ça trop guévariste. Finalement, nous optons pour *Action*.

André Gattolin – *Comment vous organisez-vous ?*

Jean Schalit – J'abandonne mon boulot à la SEP et je réunis une petite équipe autour de moi. Il y a là Laurent Jézéquel, André Sénik (un ancien de *Clarté*) et quelques autres. Je contacte également des amis dessinateurs. Il se trouve que j'avais fait bosser Reiser et Wolinski pour l'*Almanach Vermot*. Je connaissais également Siné de longue date, c'est d'ailleurs par son intermédiaire que j'avais rencontré l'équipe de *Hara-Kiri Mensuel*. Wolinski va publier son premier dessin politique dans le n° 2 d'*Action*. D'autres viendront proposer leurs services : par exemple Jean Bosc, qui officie à l'époque à *Paris-Match*, et Jean-Pierre Desclozeaux, du *Nouvel Observateur*.

Thierry Lefebvre – *Où le journal est-il fabriqué ?*

Jean Schalit – N'ayant pas un sou, j'obtiens un crédit d'un imprimeur de labeur. Les 50 000 exemplaires sont imprimés au moyen d'une presse à plat et pliés à la main. Puis ils sont vendus au cours de la manifestation du mardi 7 mai, celle qui se termine place de l'Étoile. Il y a plein de monde, et pas seulement des étudiants. Certains nous donnent des billets de cent francs, alors que le prix minimum est fixé à cinquante centimes. C'est un succès phénoménal, nous revenons avec des sacs entiers de billets et de pièces. Ce « magot » va nous permettre de payer l'imprimeur et d'avancer l'argent pour les numéros suivants.

Comme les imprimeries sont en grève et que notre imprimeur de labeur ne peut pas assurer un tirage qui va en augmentant (jusqu'à 100 000 exemplaires !), nous prenons contact avec Henri Smadja, le propriétaire de *Combat*. Le n° 2 sort de son imprimerie située dans un faux château Louis XIII, à Villennes-sur-Seine.

Le journal devient vraiment sérieux à partir du numéro 3 ou 4. Nous adoptons la Une-affiche, idée que je pique au canard anglais *The Black Dwarf*. C'est le contraire de la gestion normale d'un journal, il y a beaucoup de place perdue. On garde aussi des colonnes blanches avec des hauts de titres, c'est tout nouveau à l'époque. C'est là

qu'intervient un grand bonhomme, le graphiste polonais Roman Cieslewicz. C'est lui qui va dessiner les Unes-affiches, il nous en fera même plusieurs d'avance...

Thierry Lefebvre - *Jusqu'à quand Action paraît-il ?*

Jean Schalit - Jusqu'en juillet. Il y aura une tentative de ressortie quotidienne en 1969, à l'occasion des présidentielles. Mais ce sera un échec.

Thierry Lefebvre - *Que faites-vous après ?*

Jean Schalit - Je rentre dans la publicité, d'abord chez Delpire, puis chez Mac Cann Erickson, dont je deviens directeur de la création. Je reste dans ce milieu jusqu'en 1979. [Voir encadré - article publicité.]

André Gattolin - *Cette année-là, vous participez au redémarrage d'Actuel...*

Jean Schalit - Tout à fait. Cela fait quelque temps que j'envisage de quitter le milieu de la publicité pour retourner dans la presse. À l'époque, je rêve de faire un journal gratuit distribué dans le métro. J'en parle à Jean-François Bizot qui ne se montre guère enthousiaste. En revanche, il m'annonce qu'il souhaite relancer *Actuel* sous une autre forme : il s'agit de transformer le fanzine, certes intéressant mais un peu cradingue de la première époque, en quelque chose de plus propre. J'en parle à Émile Laugier, que j'avais embauché comme directeur artistique chez Mac Cann Erickson. Laugier avait été un des créateurs de la formule contemporaine de *Marie-Claire*. Nous décidons tous deux de quitter l'agence et nous rejoignons *Actuel*. En dehors de Bizot et Burnier, l'équipe nous accueille plutôt fraîchement. Les premières semaines sont même carrément difficiles mais, au final, Bizot parvient à manager ses troupes et la greffe finit par prendre. Le magazine reparaît avec le succès que l'on sait.

Tout va bien pendant un certain temps, les publicitaires adorent le canard. Je suis cependant frappé d'une chose : le mensuel est réalisé en réalité en une semaine, le reste du temps passant en maraude et en discussions. En 1983, je propose donc à Bizot de transformer *Actuel* en hebdomadaire. C'est en effet l'époque des débuts du *Figaro Magazine*, qui commence à plutôt bien marcher. Il y a donc un créneau à prendre. Devant le refus de l'équipe, je pars proposer l'idée au *Monde*. Le directeur du quotidien, André Laurens, m'accueille avec bienveillance. Il m'embauche pour six mois pour faire les numéros zéro de ce qui doit devenir *Le Monde illustré*. Je recrute Jean-Paul Goude, qui vient de se séparer de Grace Jones et qui s'ennuie à New York. En quatre ou cinq mois, on réalise deux numéros zéro de grande qualité, dont un consacré au « style beur ».

Thierry Lefebvre - *Une sorte de Monde 2 avant la lettre, en quelque sorte ?*

Jean Schalit - Oui. C'était même mieux à mon avis, c'était plus riche, plus intéressant et avec de vrais sujets. Toujours est-il que le projet ne voit pas le jour. *Le Monde* est, à cette époque, en pleine lutte de clans avec, d'un côté, Jacques Almaric et, de l'autre, Claude Julien. André Laurens, qui est un candidat de compromis, n'a aucun pouvoir réel. Bref, notre beau projet tombe à l'eau.

André Gattolin - *Arrive Le Grand Paris...*

Jean Schalit - Encore un beau projet que je démarre cette fois-ci tout seul, avec un peu d'argent que me donne André Rousselet. Je souhaite créer l'équivalent d'un journal régional en région parisienne : comme *Ouest-France*, avec des éditions centrées autour des grandes surfaces et des zones de vie. En 1983, j'avais découvert aux États-Unis *USA Today*, avec ses quatre cahiers indépendants encartés les uns dans les autres. J'applique le même principe pour *Le Grand Paris* : un cahier d'informations générales, un cahier sports, un cahier femme et un cahier régional éditonné sur la zone de distribution. La dernière page du cahier femme est réservée à un journal pour enfants, tout en couleur, ce qui ne s'est jamais fait jusqu'alors. Une fois réalisé le numéro zéro, je vais voir Paul Dini, le patron de la COMAREG, un des leaders de la presse gratuite d'annonces. Dini est tout de suite intéressé, il prend

90 % de la société que j'avais montée pour ce projet. On installe une rédaction à Montreuil, on y fait un marché-test avec des résultats épatants. Et patatras ! voilà que *Le Parisien* sort sa nouvelle formule toute en couleur, avec une mise en page remaniée. Et, comme par hasard, ils inaugurent ça à Montreuil, bref ils ont tout fait pour nous casser. Ajoutez à cela des problèmes avec le Syndicat du Livre, vous comprendrez que Paul Dini ait préféré se retirer !

Après cette déconvenue, j'offre mes services à Hachette, qui commence à réfléchir au projet Omega. Cette fois-ci, l'objectif est de faire un quotidien national dont le nom de code est *Numéro 1*, en écho à Europe n°1. Émile Laugier, qui vient de quitter *Actuel*, me rejoint. Là encore, on va très loin, on fait des marchés-tests, tout se présente plutôt bien. Malheureusement, en 1987, Lagardère échoue dans sa reprise de TF1. Il décide d'arrêter tous ses investissements dans les médias et se tourne vers les États-Unis. Le projet est abandonné et je me retrouve un temps dans un placard, à plancher sur une hypothétique agence de presse.

André Gattolin – *Comment quittez-vous Hachette ?*

Jean Schalit – Je suis contacté par Robert Maxwell, qui me fait venir à Londres. Il souhaite se rapprocher de François Mitterrand et envisage de créer un journal de centre-gauche en France. Le projet ne verra pas le jour, mais je me retrouve embarqué dans l'aventure de *The European*. J'amène avec moi une équipe d'une dizaine de Français, parmi lesquels Émile Laugier, Jean Cavé (aujourd'hui rédacteur en chef de *Paris-Match*), Philippe Jarreau et quelques autres. Nous travaillons avec les journalistes du *Daily Mirror*, mais ce mariage est assez improbable, les Anglais n'y croyant pas eux-mêmes. Ça va durer néanmoins deux années durant lesquelles j'ai vécu comme un roi.

Thierry Lefebvre – *Vous restez jusqu'en 1990...*

Jean Schalit – À peu près. Comme je quitte Maxwell avec de confortables indemnités de licenciement, je décide de créer, vaille que vaille, mon propre quotidien. Ce sera *La Truffe*. J'hypothèque ma maison, bref je joue mon va-tout. Je m'appuie sur des promesses de financement qui me viennent essentiellement de la Caisse des dépôts et du GAN. En mai-juin 1991, on procède à un appel public à l'épargne, une campagne de publicité est lancée pour cela. Sur les affiches, on voit un faux numéro de *La Truffe*, avec ce titre cinglant : « L'Élysée, siège social d'Urba ». Rappelons qu'on se trouve en plein dans l'affaire de financement occulte qui va déstabiliser le Parti socialiste. Mais ce n'est pas tout ! Karl Zéro imagine un visuel avec Henri Nallet [à l'époque ministre de la Justice], la tête entourée d'une couche-culotte, et le slogan : « Même mouillé, il reste sec ! » Le lendemain, la Caisse des dépôts et le GAN se désistent. Et malgré ces défections, je démarre ! Comme le journal se vend plutôt mal, avec des tirages de l'ordre de trente à cinquante mille exemplaires, je me retrouve au bout d'un mois sans le moindre sou. C'est donc le dépôt de bilan, avec quatre-vingts licenciements et, pour moi, dix millions de francs à rembourser. Heureusement, j'avais créé en parallèle une agence d'infographie, JSI (Jean Schalit Infographie) : c'est elle qui va me renflouer, petit à petit. Mon premier client sera *La Tribune*, puis viendront *Sud-Ouest*, *Le Parisien* et de nombreux titres de la PQR. J'ai failli périr par la presse, mais la presse m'a sauvé.

Propos recueillis par André Gattolin et Thierry Lefebvre, le 17 décembre 2007